

<p>Comité de sécurité de l'information Chambre sécurité sociale et santé</p>
--

CSI/CSSS/20/066

DÉLIBÉRATION N° 08/075 DU 2 DÉCEMBRE 2008, MODIFIÉE LE 6 MARS 2018, LE 4 DÉCEMBRE 2018, LE 5 NOVEMBRE 2019 ET LE 4 FÉVRIER 2020, RELATIVE À LA COMMUNICATION DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL CONTENUES DANS LE “REGISTRE DES LIENS” PAR LA BANQUE CARREFOUR DE LA SÉCURITÉ SOCIALE AUX DIFFÉRENTES INSTITUTIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE ET AUX AUTRES INSTANCES EN VUE DE L’ACCOMPLISSEMENT DE LEURS MISSIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES RESPECTIVES

Vu la loi du 15 janvier 1990 *relative à l’institution et à l’organisation d’une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, notamment l’article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu la loi du 3 décembre 2017 *relative à la création de l’Autorité de protection des données*, en particulier l’article 114;

Vu la loi du 5 septembre 2018 *instituant le comité de sécurité de l’information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE*, en particulier l’article 97;

Vu la demande de l’Académie de Recherche et d’Enseignement supérieur ” ci-après ARES;

Vu la demande de la Direction générale de l’enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique (DGENORS) du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Vu les rapports de la section Innovation et Soutien à la Décision de la Banque Carrefour de la sécurité sociale du 3 novembre 2008, du 9 février 2018, du 4 décembre 2018 et du 5 novembre 2019;

Vu le rapport de monsieur Bart Viaene.

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Les articles 137 à 167 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 prévoient une déclaration préalable pour les travailleurs détachés, les stagiaires détachés, les travailleurs indépendants détachés et les stagiaires indépendants détachés. En vertu de l’article 163, la Banque Carrefour de la sécurité sociale doit tenir par travailleur,

indépendant ou stagiaire détaché concerné, identifié au moyen de son numéro d'identification de la sécurité sociale, un aperçu des autres numéros d'identification qui ont été attribués à l'intéressé dans son pays d'origine ou, le cas échéant, dans d'autres pays de l'Union européenne.

La Banque Carrefour gère ainsi ce que l'on appelle le "registre des liens" qui contient, par numéro d'identification de la sécurité sociale, à savoir, soit un numéro d'identification attribué par le Registre national des personnes physiques, soit un numéro d'identification attribué par la Banque Carrefour de la sécurité sociale, un aperçu des autres numéros d'identification éventuels de l'intéressé ainsi que, par numéro d'identification, le type (par exemple, numéro de passeport, numéro SOFI néerlandais,...).

La consultation du registre des liens permet de déterminer les autres numéros d'identification étrangers qui existent pour un numéro d'identification de la sécurité sociale donné ou permet de déterminer quel est le numéro d'identification de la sécurité sociale correspondant éventuel pour un autre type de numéro d'identification donné.

- 1.2. Plusieurs institutions de sécurité sociale souhaitent recevoir du comité de sécurité de l'information l'autorisation d'accéder au registre des liens ; il s'agit plus précisément du service public de programmation Intégration sociale et des centres publics d'action sociale, de l'Agence fédérale des risques professionnels FEDRIS en tant que successeur en droit du Fonds des maladies professionnelles, du service public fédéral Sécurité sociale, du Service fédéral des pensions en vue de l'exécution des missions de l'Office national des pensions et du Service des pensions du secteur public, de l'Office national de l'emploi et des organismes de paiement des allocations de chômage, de l'Agence fédérale des allocations familiales FAMIFED et des caisses d'allocations familiales, de l'Office national de sécurité sociale, de l'Institut national d'assurance maladie et invalidité et de SIGEDIS. L'ARES et la Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique (DGENORS) souhaitent également avoir accès au registre des liens dans le cadre de leurs missions.
- 1.3. Le service public de programmation Intégration sociale et les centres publics d'action sociale souhaitent accéder au registre des liens, en vue de l'application de la loi du 2 avril 1965 *relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale*, de la loi organique *des centres publics d'aide sociale* du 8 juillet 1976 et de la loi du 26 mai 2002 *concernant le droit à l'intégration sociale*.

Les centres publics d'action sociale accordent de l'aide aux personnes nécessiteuses sous différentes formes (revenu d'intégration, aide sociale, ...). Toutefois, cette aide est soumise à des conditions de revenus, qui doivent pouvoir être contrôlées par les centres publics d'action sociale et par le service public de programmation Intégration sociale (lutte contre la fraude). Dans le cadre de l'enquête sociale, la situation financière des intéressés est contrôlée, tant en Belgique qu'à l'étranger, ce qui requiert une identification correcte des intéressés.

- 1.4.** L'Agence fédérale des risques professionnels FEDRIS, qui a repris les compétences du Fonds des maladies professionnelles doit traiter des dossiers d'assurés sociaux qui sont atteints d'une maladie professionnelle ; lors du traitement de ces dossiers, il vérifie l'exposition à un risque de maladie professionnelle, quelle que soit la nationalité de l'intéressé.

Conformément aux lois *relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci*, coordonnées le 3 juin 1970, et à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 *déterminant la manière dont sont introduites et instruites par le Fonds des maladies professionnelles les demandes de réparation et de révision des indemnités acquises*, dès qu'il est informé du décès d'une victime de maladie professionnelle, FEDRIS invite, s'il en connaît l'existence, les ayants droit de cette victime à faire valoir leurs droits.

FEDRIS doit être en mesure d'identifier les personnes qui sont connues dans un de ses dossiers de manière correcte. A cet effet, il doit, le cas échéant, pouvoir faire usage des numéros d'identification respectifs de ces personnes, par exemple afin d'établir des contacts avec des institutions de sécurité sociale étrangères qui sont compétentes pour la réparation des maladies professionnelles.

- 1.5.** Le service public fédéral Sécurité sociale souhaite accéder au registre des liens dans le cadre des missions respectives de ses services Inspection sociale, Personnes handicapées et Victimes de guerre.

Ces différents services doivent tous être en mesure d'identifier, de manière univoque, les personnes concernant lesquelles ils traitent un dossier, éventuellement sur base de leur numéro d'identification étranger.

L'article 7 de la loi du 27 février 1987 *relative aux allocations aux personnes handicapées* dispose que les allocations aux personnes handicapées ne peuvent être accordées que si le montant du revenu de la personne handicapée et le montant du revenu de la personne avec laquelle elle forme un ménage ne dépasse pas un montant déterminé. La personne handicapée et la personne avec laquelle elle forme un ménage, sont tenues de faire valoir leurs droits, d'une part, aux prestations et indemnités auxquelles elle peut prétendre en vertu d'autres dispositions légales et réglementaires (belges ou étrangères) qui trouvent leur fondement dans une limitation de la capacité de gain, dans un manque ou une réduction de l'autonomie et, d'autre part, à des prestations sociales relatives à la maladie et l'invalidité, au chômage, aux accidents du travail, aux maladies professionnelles, aux pensions de retraite et de survie, à la garantie de revenus aux personnes âgées et au revenu garanti pour personnes âgées.

Le service des Victimes de guerre doit, quant à lui, contrôler les conditions de nationalité et de séjour prévues à l'article 1^{er} de la loi du 15 mars 1954 *relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droits*, le cas échéant, en établissant des contacts avec des organismes étrangers.

Il y a lieu d'observer que l'Inspection sociale du service public fédéral Sécurité sociale doit consulter le registre des liens selon les modalités prévues dans la délibération n°04/32 du 5 octobre 2004 *relative à la consultation de banques de données sociales par les services d'inspection sociale*.

- 1.6.** Le Service fédéral des pensions, l'ancien Office national des pensions, demande également un accès au registre des liens.

Il souhaite utiliser le registre des liens pour l'application des dispositions relatives au cumul dans le secteur privé (arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 *relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés*) et dans le secteur public (loi du 5 août 1978 *de réformes économiques et budgétaires*, loi du 26 juin 1992 *portant des dispositions sociales et diverses* et loi du 5 avril 1994 *régissant le cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement*), pour le renforcement de l'échange de données avec des institutions de sécurité sociale étrangères compétentes pour les pensions (comme dans le projet BEL-EESSSI) et pour l'exécution de divers règlements de l'Union européenne et de divers traités bilatéraux en matière de sécurité sociale.

En ce qui concerne l'exécution des tâches que le Service fédéral des pensions a reprises du Service des pensions du secteur public, il a besoin de données à caractère personnel relatives aux avantages financiers accordés à l'étranger au titulaire d'une pension publique belge et aux avantages à charge d'un régime de pension fixés en vertu de dispositions légales ou réglementaires étrangères. Afin de déterminer ces avantages, il doit connaître la manière selon laquelle l'intéressé est identifié à l'étranger. A cet égard, il peut être renvoyé aux articles 40bis et 46bis de la loi *de réformes économiques et budgétaires* du 5 août 1978 et aux articles 125 et 135 de la loi du 26 juin 1992 *portant des dispositions sociales et diverses*.

- 1.7.** L'Office national de l'emploi et les organismes de paiement des allocations de chômage demandent l'accès au registre des liens dans le cadre des échanges de données à caractère personnel avec des organismes de sécurité sociale européens.

Il s'agit plus précisément des échanges de données à caractère personnel à l'aide des formulaires E301 et E303, conformément au règlement n° 1408/71 du 14 juin 1971 du Conseil européen *relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté*. L'échange de ces formulaires entre les organismes de sécurité sociale concernés des divers Etats membres de l'Union européenne sera progressivement informatisé.

Dans le cadre de la libre circulation des travailleurs au sein de l'Union européenne, il a été mis au point des formulaires qui permettent aux assurés sociaux de faire valoir leurs droits de sécurité sociale dans des pays autres que ceux dans lesquels leurs droits ont été ouverts.

Si un assuré social perd son emploi, il peut uniquement bénéficier d'allocations de chômage dans le pays où il réside, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur dans ce pays. L'intéressé doit remettre à l'organisme de sécurité sociale compétent du pays où il réside un formulaire E301, à savoir une attestation concernant les périodes à prendre en compte pour l'octroi des prestations de chômage, qui a été complété par l'organisme de sécurité sociale compétent du pays où il a exercé son dernier emploi. Ainsi, un demandeur d'emploi doit, à son retour en Belgique, à nouveau introduire une demande d'allocations de chômage et s'il a travaillé à l'étranger, il doit prouver ses périodes de travail à l'aide d'un formulaire E301, qui a été complété par l'organisme de sécurité sociale étranger compétent en matière de chômage, et doit à nouveau s'inscrire comme demandeur d'emploi en Belgique. A l'inverse, les étrangers qui ont travaillé en Belgique, doivent prouver les périodes de travail à prendre en considération pour l'octroi des prestations de chômage dans leur pays de résidence au moyen d'un formulaire E301 délivré par l'Office national de l'emploi.

Un chômeur complet peut maintenir son droit à des allocations de chômage pendant trois mois dans un autre pays à la condition qu'il perçoive les allocations de chômage depuis quatre semaines au moins dans le pays qu'il va quitter, qu'il obtienne un formulaire E303 auprès de l'organisme de sécurité sociale compétent (en Belgique, l'Office national de l'emploi), qu'il s'inscrive dans les sept jours de son arrivée dans le pays auprès de l'organisme de sécurité sociale compétent et qu'il satisfasse aux procédures de contrôle qui sont organisées par le nouveau pays de résidence. Le formulaire E303 permet à l'intéressé de maintenir le droit à des prestations de chômage pendant une période complémentaire de trois mois.

- 1.8.** Si un membre d'un ménage travaille ou séjourne à l'étranger, il y a lieu de vérifier que les allocations familiales peuvent effectivement être octroyées. En cas de cumul avec un droit étranger à des prestations familiales, il y a tout d'abord lieu de déterminer, sur base des données de carrière de l'intéressé, dans quel pays les allocations familiales sont dues par priorité. Ce n'est qu'ensuite que les allocations familiales peuvent être payées en partie ou en totalité.

L'Agence fédérale des allocations familiales FAMIFED (l'ancien Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés) et les caisses d'allocations familiales consulteraient le registre des liens afin de pouvoir ensuite déterminer les données de carrière précitées.

- 1.9.** L'Office national de sécurité sociale a besoin des données à caractère personnel contenues dans le registre des liens au profit de sa direction Relations internationales. Celle-ci gère les applications GOTOT ("*GrensOverschrijdende Tewerkstelling – Occupation Transfrontalière*") et LIMOSA ("*Landenoverschrijdend Informatiesysteem ten behoeve van MigratieOnderzoek bij de Sociale Administratie*"). Elle fait cependant également office de point de contact pour toute question relative à la situation de sécurité sociale de personnes. Lors de l'échange de données à caractère personnel avec d'autres pays, l'usage d'un numéro

d'identification de la sécurité sociale peut en augmenter l'efficacité ainsi que réduire le risque de malentendus.

Les inspecteurs sociaux de l'Office national de sécurité sociale souhaitent également consulter le registre des liens. Cette consultation doit, tout comme pour l'ensemble des services d'inspection, se faire selon les modalités prévues dans la délibération précitée n° 04/32 du 5 octobre 2004.

- 1.10. L'Institut national d'assurance maladie et invalidité souhaite aussi obtenir l'accès au registre des liens de la Banque Carrefour de la sécurité sociale. La direction Relations internationales du service des Soins de santé garantit la gestion et le suivi des questions internationales en rapport avec la libre circulation et la mobilité des citoyens et patients. Elle traite donc les questions internationales pour le secteur des soins de santé, en ce compris la surveillance des droits des assurés sociaux belges à l'étranger et des assurés sociaux étrangers en Belgique. Des renseignements relatifs aux clés d'identification étrangères peuvent offrir une valeur ajoutée à ce propos.
- 1.11. SIGEDIS souhaite accéder au registre des liens, en vue de l'application de l'arrêté royal du 9 décembre 1968 *relatif à la tenue du compte individuel des travailleurs*. Dans le cadre de cet arrêté, SIGEDIS est chargé de gérer les données carrière des travailleurs et de récolter dans ce cadre des données reprenant les détails de la carrière des travailleurs ayant travaillé en Belgique et à l'étranger. SIGEDIS souhaite utiliser le registre des liens afin de disposer d'une signalétique correcte et à jour et ce afin de garantir une identification exacte des travailleurs.
- 1.12. L'ARES souhaite avoir accès au registre des liens en vue de l'application des Décrets du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études et du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur. Plus particulièrement, la demande d'accès s'inscrit dans le cadre du traitement d'une demande d'admission des étudiants dans l'enseignement supérieur. L'accès au registre des liens est demandé dans le but d'identifier de la manière la plus univoque et donc fiable possible, les étudiant(e)s dans l'Union européenne et hors Union européenne qui souhaitent étudier en Communauté française en associant des documents d'identification repris au registre des liens (comme par exemple une carte d'identité nationale et son numéro, un permis de conduire et son numéro...).
- 1.13. Enfin, la DGENORS souhaite avoir accès au registre des liens en vue de l'application du décret du 16 avril 1991, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 2015 portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 2015 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de type long. Plus particulièrement, la demande d'accès de la DGENORS s'inscrit dans une volonté de

calculer les subventions accordées aux établissements de promotion sociale qui dépendent du nombre d'inscriptions et de la présence des étudiants aux unités d'enseignement, rendant l'identification de chaque élève ou étudiant indispensable. Or une des spécificités de l'Enseignement de Promotion sociale est son nombre important d'apprenants étrangers, intra ou extra européens. Un grand nombre de ces étudiants n'entament pas de démarches administratives de régularisation (principalement les européens frontaliers), ou sont en attente de la délivrance d'un permis de séjour. Parmi ceux-ci, certains viennent de régions présentant un haut taux d'homonymie, ont parfois des dates, des lieux de naissances imprécises et des adresses de résidences peu fiables, d'où la nécessité d'avoir accès aux autres numéros d'identification étrangers. La demande d'accès au registre des liens se justifie donc par le besoin d'une fiabilité accrue d'identification des élèves et des étudiants, en associant des documents repris au registre des liens tels que les cartes d'identité nationales et leur numéro ou un permis de conduire afin d'améliorer le calcul des subventions qui doivent être versées par la DGENORS à chaque institut d'enseignement concerné.

- 1.14.** Les institutions de sécurité sociale précitées, l'ARES et la DGENORS alimenteraient par ailleurs aussi le registre des liens, c'est-à-dire qu'elles mettraient les numéros d'identification étrangers qu'elles connaissent à la disposition de la Banque Carrefour de la sécurité sociale pour communication aux institutions de sécurité sociale habilitées à les recevoir.

2. EXAMEN DE LA DEMANDE

- 2.1.** Il s'agit d'une communication de données à caractère personnel qui, en vertu de l'article 15, 1^{er}, de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, doit faire l'objet d'une délibération du comité de sécurité de l'information. En outre, conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE*, les données à caractère personnel doivent être collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitime, et ne pas être traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités (principe de limitations des finalités), elles doivent être adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (principe de minimisation des données) ; elles doivent être conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (principe de limitation de la conservation). Enfin elles doivent être traitées de façon à garantir une sécurité appropriée des données à caractère personnel, y compris la protection contre le traitement non autorisé ou illicite et contre la perte, la destruction ou les dégâts d'origine accidentelle, à l'aide de mesures techniques ou organisationnelles appropriées (principe d'intégrité et confidentialité).

- 2.2.** La communication vise à l’accomplissement des missions respectives des institutions de sécurité sociale visées au point 1.2, de l’ARES et de la DGENORS.

Elles doivent être en mesure d’identifier correctement les personnes impliquées dans un de leurs dossiers, le cas échéant, à l’aide de numéros d’identification étrangers.

La communication répond donc au principe de limitations des finalités .

- 2.3.** Les données à caractère personnel en question sont pertinentes et non excessives par rapport à la finalité de la communication. Elles se limitent aux numéros d’identification éventuels de l’intéressé, autres que le numéro d’identification de la sécurité sociale, et à leur type.

En outre, la DGENORS doit garantir qu’elle recevra uniquement des données à caractère personnel des personnes dont elle gère les dossiers. A cette fin, elle doit enregistrer au préalable les intéressés dans le répertoire des références de la BCSS et tenir à jour ces inscriptions comme le commande l’article 6 de la loi du 15 janvier 1990 organique de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.

Le traitement de données répond ainsi au principe de minimisation des données.

- 2.4.** Le comité de sécurité de l’information observe que les échanges éventuels de données à caractère personnel avec des institutions de sécurité sociale étrangères, réalisés afin d’obtenir un numéro d’identification étranger, se dérouleront à l’intervention de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.

En vertu de l’article 14, alinéa 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l’institution et à l’organisation d’une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, les communications de données à caractère personnel par/aux institutions de sécurité sociale aux/par des organismes de droit étranger dans le cadre de l’application des conventions internationales de sécurité sociale ne doivent pas se faire à l’intervention de la Banque Carrefour de la sécurité sociale. L’exposé des motifs du projet de loi relatif à l’institution et à l’organisation d’une Banque-carrefour de la sécurité sociale précise toutefois que dans la mesure où des organismes étrangers de sécurité sociale doivent, en vertu de dispositions du droit communautaire ou du droit international, être traités sur un pied d’égalité avec des institutions nationales lors de la communication de données à caractère personnel, ces organismes ne sont alors pas considérés comme « étrangers » dans le cadre de la loi du 15 janvier 1990. Il s’agit plus précisément des communications conformément au Règlement (CEE) n°1408/71 du Conseil du 14 juin 1971 *relatif à l’application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l’intérieur de la Communauté* et au Règlement (CEE) n°574/72 du Conseil du 21 mars 1972 *fixant les modalités d’application du règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l’application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l’intérieur de la Communauté*.

Lors du traitement des données à caractère personnel il y a lieu de tenir compte de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la Sécurité Sociale* et de toute autre disposition légale ou réglementaire relative à la protection de la vie privée, plus particulièrement le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE* et la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel*. Le traitement des données à caractère personnel doit par ailleurs être effectué conformément aux normes minimales de sécurité définies par le comité général de coordination de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.

Par ces motifs,

la chambre sécurité sociale et santé du comité de sécurité de l'information

conclut que la communication de données à caractère personnel du registre des liens géré par la Banque Carrefour de la sécurité sociale aux institutions de sécurité sociale précitée, à l'ARES et à la DGENORS en vue de l'accomplissement de leurs missions légales et réglementaires, telle que décrite dans la présente délibération, est autorisée moyennant le respect des mesures de protection de la vie privée qui ont été définies. Les institutions précitées sont en outre autorisées à compléter, le cas échéant, ce registre des liens avec les numéros d'identification qui sont disponibles chez eux.

Bart VIAENE

Le siège de la chambre sécurité sociale et santé du comité de sécurité de l'information est établi dans les bureaux de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, à l'adresse suivante : Quai de Willebroeck 38 à 1000 Bruxelles.
--